

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Troyes, le 9 avril 2025

Nos réf. : SAU/FB/MI n° 25 - 203

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHAZELLE A. Etablissements

ZI des Vignettes
22, rue de la Douane
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005702404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 mars 2025 dans l'établissement CHAZELLE A. Etablissements implanté ZI des Vignettes 22, rue de la Douane, 10600 LA CHAPELLE SAINT LUC. L'inspection a été annoncée le 27 février 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle de la traçabilité des déchets, protection incendie (installations électriques et protection foudre) et propreté du site

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAZELLE A. Etablissements
- ZI des Vignettes - 22, Rue de la Douane - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005702404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHAZELLE (SUEZ) exploite des installations de tri transit regroupement de déchets non dangereux et ultimes.

Thèmes de l'inspection :

- Traçabilité des déchets
- Protection incendie (installations électriques, foudre)
- Propreté du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Sans objet
2	Traçabilité des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
3	Entretien du site	Arrêté Préfectoral du 28/12/2000, article 17.10	Demande d'action corrective
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/12/2000, article 24.1.2	Sans objet
5	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 28/12/2000, article 25.1.3	Sans objet
6	Protection incendie	Arrêté Préfectoral du 28/12/2000, article 25.2	Demande d'action corrective

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La traçabilité des déchets (en entrée et sortie) est conforme, les tableaux de suivi répondent aux prescriptions.

Les installations électriques ont été contrôlées et aucune non-conformité n'est relevée.

Une non-conformité sur la protection foudre est relevée mais l'exploitant s'est engagé à la lever sous 1 mois.

Les moyens de protection incendie mis en œuvre n'appellent pas d'observation. Toutefois, les besoins en eau d'extinction doivent être contrôlés pour confirmer que les besoins en eau sont satisfaits.

La propreté du site peut être améliorée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Registres de déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.
Constats : Par sondage le registre des déchets sortants a été contrôlé. Ce registre est informatisé. Le registre des déchets comporte les informations à indiquer.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traçabilité des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Registres de déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes.
Constats : Par sondage, le registre des déchets sortants a été contrôlé. Ce registre est informatisé. Le registre des déchets comporte les informations à indiquer.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2000, article 17.10
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des installations
Prescription contrôlée : Les sols de l'établissement seront maintenus propres.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de nombreux déchets de petite taille sur les aires de circulation des engins et à proximité des aires de stockage de déchets. L'inspection rappelle les difficultés rencontrées par l'exploitant pour respecter la qualité de ses eaux de rejet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de prendre les mesures organisationnelles pour limiter la présence de déchets sur les aires de circulation et de tenir un registre d'intervention.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2000, article 24.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations
Prescription contrôlée : Le matériel électrique... devront être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine. Un contrôle sera effectué au minimum une fois par an, par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute déficience constatée dans les plus brefs délais.
Constats : Le rapport de contrôle des installations électriques daté du 26 mars 2024 de la société BUREAU VERITAS a été fourni par l'exploitant, aucune non-conformité n'a été relevée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2000, article 25.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 37.1.1 ci dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le rapport de vérifications périodique des protections foudre daté du 18 mars 2024 de la société RG CONSULTANT a été fourni par l'exploitant. Une non-conformité a été relevée que l'exploitant s'est engagé à relever sous 1 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2000, article 25.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de secours
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre incendie, adaptés aux risques à défendre, permettant de lutter efficacement et rapidement contre un début d'incendie et au moins : <ul style="list-style-type: none">- le bâtiment de tri et stockage de DIB sera muni d'un système de détection incendie déclenchant une sirène générale et reporté au bureau administratif.- des extincteurs adaptés aux risques. Ces extincteurs sont placés dans des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances à raison d'au moins un extincteur par tranches de 250 m2 de superficie à protéger- 2 poteaux incendie à moins de 200 m du site et débitant au minimum 120m3/h sous un bar, comportant des poteaux de diamètre 100 mm (ou 2*100) normalisés NFS 61-213, piqués sur des canalisations de diamètre au moins égal ou une réserve d'eau d'incendie offrant une capacité d'au moins 240m3, accessible simultanément à 2 engins d'incendie, située à moins de 400 mètres du bâtiment.- des robinets d'incendie armés répartis dans les locaux et situés à proximité des issues, ils sont disposés de sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en direction opposées. Ils seront protégés du gel.
Constats : L'exploitant a présenté son dispositif de caméras thermique et de présence, l'inspection a constaté par sondage que les caméras sont réparties dans les bâtiments présentant un risque avec une disposition croisée par paires permettant de couvrir l'intégralité des volumes et des déchets présents. L'exploitant a précisé que ce dispositif de caméras était relié à un prestataire pour une surveillance 24h/24 7jours/7. L'exploitant a indiqué que 73 extincteurs sont répartis sur l'ensemble du site répondant ainsi à la prescription. L'exploitant a présenté une situation montrant que le débit des deux poteaux incendie est de 60 m ³ /h et une pression supérieure à 4 bars. Au préalable de la visite, l'inspection a pris connaissance du débit et pression des bouches incendie situés sur la voie publique. Les débits sont respectivement indiqués comme étant de 219 et 234 m ³ /h avec un débit de 4,4 bars, pour autant la date de ces données n'est pas connue.

Globalement, les besoins en eau semblent satisfaisants. Toutefois, la répartition des besoins en eau d'extinction doit être confirmée par un contrôle des poteaux et bouches incendie.

L'inspection demande à l'exploitant de faire contrôler les débits et pression des deux poteaux incendie localisés au sein de son installation, ainsi que les deux bouches incendie situées sur la voie publique rue de la Douane.

Par sondage, l'inspection a contrôlé la localisation des RIA conformément au plan d'intervention et de secours situé sur le site. Les RIA sont répartis de sorte à permettre l'attaque d'un éventuel foyer.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois